

Laurent Frajerman, Françoise Bosman, Jean-François Chanet, Jacques Girault (dir.), *La Fédération de l'Éducation nationale (1928-1992). Histoire et archives en débats*, avant-propos de Martine de Boisdeffre, conclusion d'Antoine Prost, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2009.

Ismail Ferhat

Une force puissante, originale et disparue du paysage syndical français

La « forteresse enseignante » : c'est ainsi que la Fédération de l'Éducation nationale (FEN) a été qualifiée aussi bien dans l'opinion que chez les spécialistes de sciences sociales¹, qui y voyaient un objet de curiosité à de nombreux titres. Elle a été la seule organisation de masse à regrouper l'ensemble des forces de la gauche française, jusqu'à la disparition de l'URSS, qui est concomitante, ironie de l'histoire, de son propre éclatement. Ayant fait le choix de l'autonomie en 1947, ce pour ne pas avoir à choisir entre CGT et Force ouvrière, et pour préserver son unité, la FEN est devenue une organisation pivot dans une gauche syndicale et politique fragmentée. Cette position se traduit par le pluralisme interne, autour de trois tendances majeures qui structurent la vie de la fédération : la majorité socialisante, la minorité communiste, et l'extrême gauche. Si elle tente à plusieurs reprises de rétablir l'unité organique du mouvement syndical, sans succès, elle joue un rôle important dans la France contemporaine (question laïque, guerre d'Algérie, Mai 68). Paradoxalement, la fédération a éclaté en 1992 dans une montée aux extrêmes entre la majorité socialisante et la minorité communiste, au moment même où ce conflit n'avait plus d'enjeu politique, du fait de la crise du PCF.

Structure dominante, voire hégémonique, au sein de l'Éducation nationale, la FEN exerçait son influence aussi bien sur les enseignants que sur les non-enseignants, regroupés dans une série de syndicats corporatifs, dont les plus importants ont été le SNI (instituteurs) et le SNES² (enseignement secondaire, hors lycée professionnel). Les taux de syndicalisation et de représentativité qu'elle a connus jusque dans les années 1980 ont été sans comparaison en France. Située au cœur d'un système complexe et étendu d'économie solidaire, aux organismes bien connus, comme la MGEN, la MAIF, la Casden, la CAMIF³..., la Fédération de l'Éducation nationale a été l'une des rares tentatives en France d'un « syndicalisme de services ». Elle a en effet facilité l'émergence de structures mutualistes et associatives souvent encadrées par

¹ Véronique Aubert, Alain Bergounioux, Jean Pierre Martin, René Mouriaux, *La Forteresse enseignante. La Fédération de l'Éducation nationale*, Paris, Fayard, 1985.

² SNI : Syndicat national des instituteurs ; SNES : Syndicat national des enseignants du second degré.

³ MGEN : Mutuelle générale de l'Éducation nationale ; MAIF : Mutuelle assurance des instituteurs de France ; Casden : Caisse d'aide sociale de l'Éducation nationale ; CAMIF : Coopérative d'achat des adhérents de la mutuelle des instituteurs de France.

ses militants ou ses anciens, et a joué le rôle d'une interface entre les personnels de l'Éducation nationale, les administrations publiques et le monde politique.

Un ouvrage pluridisciplinaire et original

L'ouvrage coordonné par Françoise Bosman, Jean-François Chanet, Laurent Frajerman et Jacques Girault est tiré d'un colloque tenu en 2006 au Centre d'archives du monde du travail (CAMT) de Roubaix sur l'histoire de la fédération. Il constitue une étape importante dans le processus de transformation du statut de la FEN, une évolution commencée avec l'ouvrage de référence de Guy Brucy sur le sujet⁴. L'éclatement de ce qui était la quatrième force syndicale en 1992 en deux frères ennemis, l'UNSA et la FSU⁵ a en effet laissé des blessures et une amertume certaine chez les militants ayant connu la « maison commune » — même si nombre d'entre eux soulignaient que celle-ci était devenue invivable. Le colloque, sans jamais nier le caractère souvent sensible — dans tous les sens du terme — de la déchirure de 1992, a fait travailler ensemble témoins et universitaires. Il s'appuie sur les archives de la FEN, déposées au CAMT, qui permettent une analyse fouillée et savante de l'organisation.

La FEN, malgré (ou du fait de ?) sa représentativité et de sa volonté unitaire, était marquée par des lignes de clivage, étudiées précisément par le colloque. Les courants syndicaux qui la composaient se heurtaient régulièrement, l'affrontement central se déroulant entre la majorité autonome, qualifiée à partir des années 1970 d'UID⁶, et la minorité communiste se nommant Unité et Action à partir de 1967. Autre clivage majeur, les fractures corporatives ont marqué l'ensemble de l'histoire de la fédération. En particulier, les affrontements nombreux entre le SNI et le SNES ont pris un sens supplémentaire lorsque le SNES bascule aux mains de la minorité communiste en 1967 — de nombreux socialistes membres d'Unité et Action participant par ailleurs à ce renversement de majorité.

L'ouvrage propose de mettre à jour les aspects saillants de la Fédération. Parmi ceux-ci, le rôle des identités corporatives et professionnelles, les conflits entre tendances, et surtout les rapports de force internes à la fédération. André Robert étudie la question des PEGC⁷, ces instituteurs enseignant en collège qui sont un enjeu crucial des conflits entre le SNI et le SNES. Alain Dalançon et Yves Verneuil s'intéressent à la question de l'enseignement secondaire et à ses professeurs, confrontés à la profonde transformation des lycées et des collèges. De fait, la FEN ne peut être étudiée sans analyser la sociologie et les évolutions des professions qu'elle syndique : celles-ci sont d'ailleurs en permanence des enjeux et rapports de force au sein de la fédération. Mais la fédération ne s'est pas vécue comme une institution fermée sur elle-même ou sur un quelconque corporatisme. Sa relation à l'UNEF⁸ (Robi Morder) fut ainsi particulièrement étroite. De même, les rapports pour le moins complexes à la CFDT

⁴ Guy Brucy, *Histoire de la FEN*, Paris, Belin, 2003.

⁵ UNSA : Union nationale des syndicats autonomes ; FSU : Fédération syndicale unitaire.

⁶ UID : Unité, Indépendance et Démocratie.

⁷ PEGC : Professeurs d'enseignement général de collège.

⁸ UNEF : Union nationale des étudiants de France.

(Bruno Poucet) sont étudiés dans l'ouvrage. Autre sujet important, les liens entre FEN et mutuellisme (Charlotte Siney) sont soulignés, interrogeant la notion de « syndicalisme de services ». Enfin, la question des revendications (Christian Chevandier, Guy Putfin) est abordée, sous le double angle d'un syndicalisme de fonctionnaires réformiste (la FEN et Force ouvrière restant deux forces longtemps proches de ce point de vue) et des concurrences dans les négociations et les revendications qui agitent la fédération.

Au final, la très grande richesse de l'ouvrage, le croisement des archives, des acteurs et des chercheurs, et l'approche pluridisciplinaire laissent espérer un renouvellement de l'intérêt pour la Fédération de l'Éducation nationale. L'éloignement progressif de l'éclatement de la fédération en 1992 apaise progressivement les blessures — sensibles encore chez les témoins qui sont intervenus durant le colloque — d'autant que l'UNSA⁹ et la FSU ont connu une évolution divergente, la première vers un statut interprofessionnel, la seconde comme première force de l'Éducation nationale. Cet apaisement progressif permet de ce fait de concevoir, comme le souligne Antoine Prost, une histoire dépassionnée de ce qui fut une force à part du monde syndical français.

⁹ UNSA : Union nationale des syndicats autonomes.